

# Tableau de bord économique de Paris

Juin 2009 - N°23

**Dans ce numéro :**

Le chômage	1
Les entreprises	2
L'immobilier de bureaux	3
L'immobilier d'habitation	6
Le tourisme	8
Le trafic aérien	10
Projecteur sur...	10
<i>L'indice de dynamisme économique</i>	

- En avril 2009 le chômage est en hausse : +2,6 % à Paris, +2,6 % en Ile-de-France et +2,4 % pour la France.
- Au 1er trimestre 2009, 10 456 nouvelles entreprises ont été créées à Paris, soit 23,5 % de plus qu'au 1er trimestre 2008.
- L'indice européen des transactions immobilières de bureaux est en baisse de -7 % au 1er trimestre 2009.
- Selon l'indice Notaires-INSEE, l'évolution trimestrielle du prix des appartements à Paris au 1er trimestre 2009 affiche une baisse de -2,1 %.
- Le taux d'occupation moyen de l'hôtellerie homologuée parisienne est de 70,4 % en mars 2009, soit -8,3 % par rapport à mars 2008.
- Le cumul du trafic aérien de fret en avril 2009 a baissé de 5,3 % par rapport à la même période de 2008.
- L'indice de dynamisme économique de la Capitale s'établit à 1,80 en année glissante à février 2009.

## Le chômage\*

Sources : DDTEFP - DRTEFP

### Évolution mensuelle

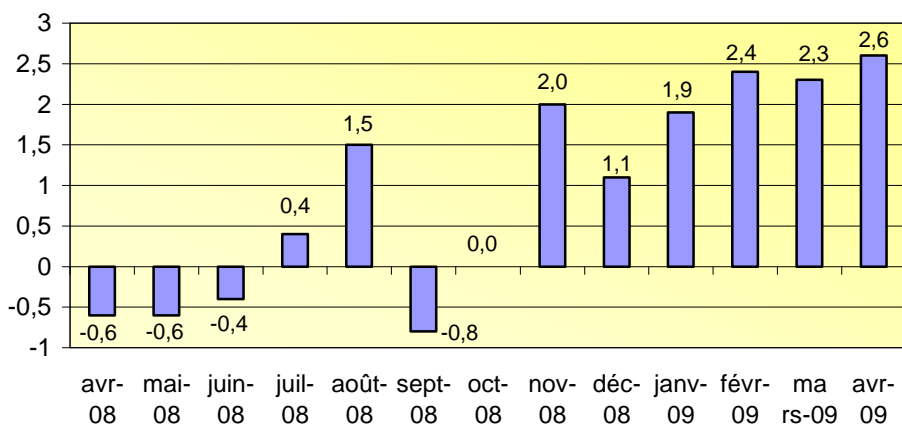
Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A a augmenté de +2,6 % en avril 2009, soit +2 610 personnes par rapport au mois précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'élève à 102 840 au 30 avril 2009.

L'évolution mensuelle en hausse du chômage à Paris en catégorie A est identique à celle de l'Île-de-France et légèrement supérieure à celle de la France (+2,4 %).

### Évolution annuelle

D'avril 2008 à avril 2009, l'évolution du chômage s'établit à +13,2 % à Paris en catégorie A, résultat qui reste plus favorable que les évolutions régionale (+17,9 %) et nationale (+24,6 %).

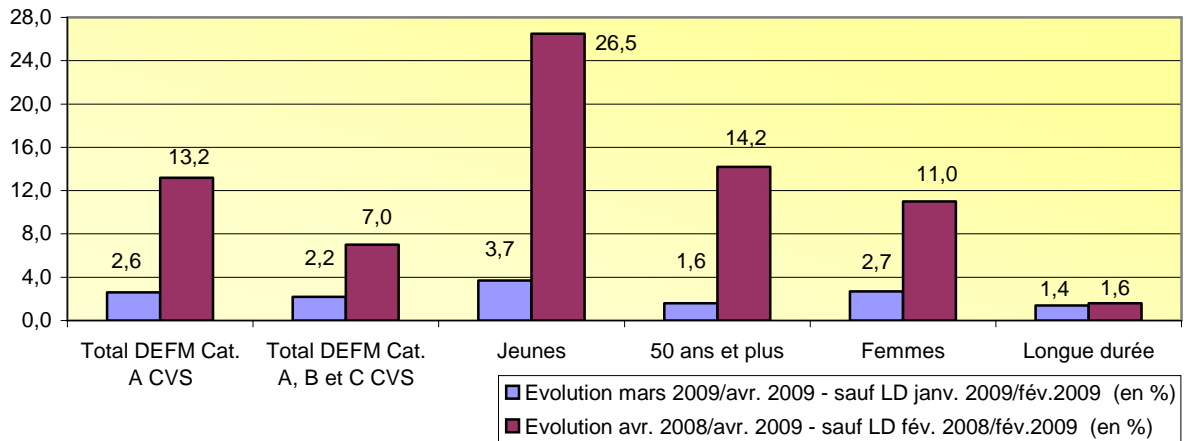
Evolution mensuelle DEFM catégorie A  
(données CVS, en %)



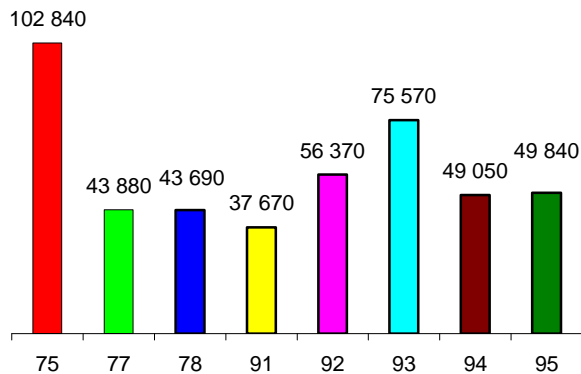
DEFM Cat. A (données CVS)	
31/12/00	108 780
31/12/01	118 930
31/12/02	135 860
31/12/03	143 060
31/12/04	137 070
31/12/05	121 540
31/12/06	104 160
31/12/07	91 700
30/12/08	93 860
30/04/09	102 840

\*A partir de mars 2009, les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon de nouveaux regroupements statistiques. Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégories A, B et C sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi : certains sont sans emploi (catégorie A), d'autres exercent une activité réduite courte, d'au plus 78h au cours du mois (catégorie B), ou une activité réduite longue, de plus de 78 heures au cours du mois (catégorie C).

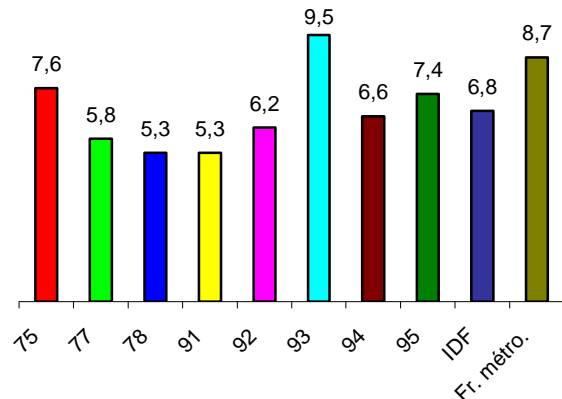
## Evolution des demandeurs d'emploi - Cat. A



## DEFM avril 2009 (Données CVS - Catégorie A)



## Taux de chômage 4ème trimestre 2008\* (%)



\*Le taux de chômage, calculé par l'INSEE, a une périodicité trimestrielle pour les régions; le dernier taux régional disponible est celui du mois de décembre 2008; celui de la France correspond au 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

## Les entreprises : créations et défaillances

Sources : Greffe du Tribunal de Commerce de Paris - INSEE

Stock (Greffe du Tribunal de Commerce de Paris)

Le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris fait état de **339 375 entreprises existantes à Paris au 30 avril 2009** (hors professions libérales et entreprises artisanales individuelles), soit **une évolution du stock de +1,38 % par rapport à avril 2008**.

La création d'entreprises (INSEE)

**Au 1er trimestre 2009, l'INSEE recense 10 456 nouvelles entreprises à Paris**, soit **23,5 % de plus qu'au 1er trimestre 2008**.

Les créations parisiennes représentent **34,3 % des créations régionales au 1er trimestre 2009**.

Sur les 4 derniers trimestres, **31 149 entreprises se sont créées**, soit **une augmentation de +6,8 % par rapport aux 4 trimestres précédents**.

	2008				2009	Cumul annuel (1)	Evolution sur une année glissante (2)
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre		
<b>Paris</b>	8 468	7 395	6 385	6 913	10 456	31 149	6,8%
<b>Hauts-de-Seine</b>	2 712	2 414	2 274	2 412	4 101	11 201	14,2%
<b>Seine-Saint-Denis</b>	2 538	2 268	1 972	2 177	3 272	9 689	8,2%
<b>Val-de-Marne</b>	1 964	1 770	1 411	1 544	3 129	7 854	17,4%
<b>Seine-et-Marne</b>	1 637	1 496	1 346	1 287	2 116	6 245	8,3%
<b>Yvelines</b>	1 921	1 704	1 444	1 481	2 996	7 625	16,4%
<b>Essonne</b>	1 550	1 256	1 226	1 269	2 103	5 854	10,4%
<b>Val-d'Oise</b>	1 632	1 435	1 226	1 319	2 296	6 276	11,8%
<b>Ile-de-France</b>	<b>22 422</b>	<b>19 738</b>	<b>17 284</b>	<b>18 402</b>	<b>30 469</b>	<b>85 893</b>	<b>10,3%</b>

Les données départementales ne sont disponibles qu'en brutes

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Somme des 4 derniers trimestres rapportée à la somme des 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

#### Les défaillances d'entreprises (INSEE)

	2007	2008				Cumul sur un an (1)	Variation sur une année glissante en % (2)
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre		
<b>Paris</b>	1 073	990	1 111	611	1 432	4 144	17,8
<b>Ile-de-France</b>	<b>2 999</b>	<b>3 023</b>	<b>2 824</b>	<b>2 045</b>	<b>3 641</b>	<b>11 533</b>	<b>16,4</b>

Champ des activités marchandes hors agriculture.

Source : BODACC

(1) : somme des 4 derniers trimestres

(2) : somme des 4 derniers trimestres rapportée à celle des 4 trimestres précédents

Les défaillances d'entreprises à Paris sont en hausse sur l'année 2008 avec +17,8 % par rapport à 2007 quand l'Île-de-France a connu une augmentation de +16,4 %.

## L'immobilier de bureaux en Île-de-France et à Paris au 1er trimestre 2009

Source : Atisreal

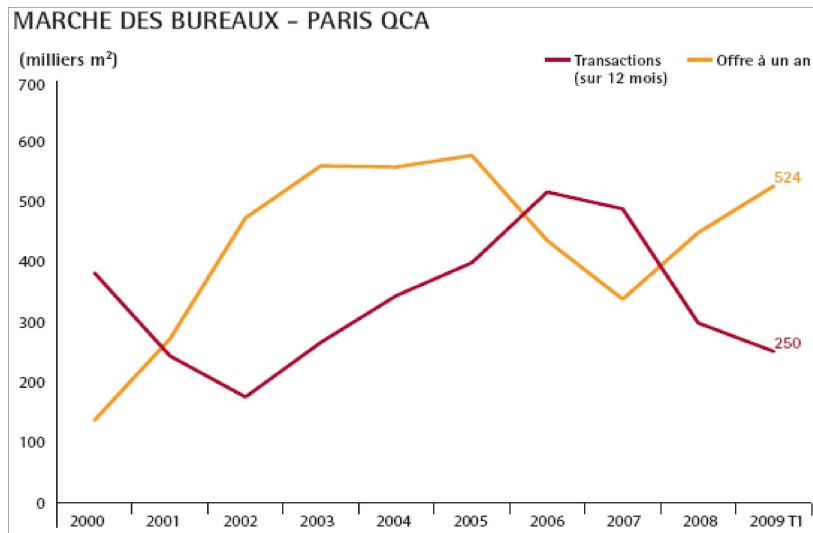
#### Les volumes de transactions

Le volume des commercialisations en Île-de-France a baissé de -25 % au 1er trimestre 2009 comparativement au 1er trimestre 2008. Le Quartier Central des Affaires de Paris (Paris QCA) affiche la plus importante baisse en Île-de-France sur cette période avec -53 %.

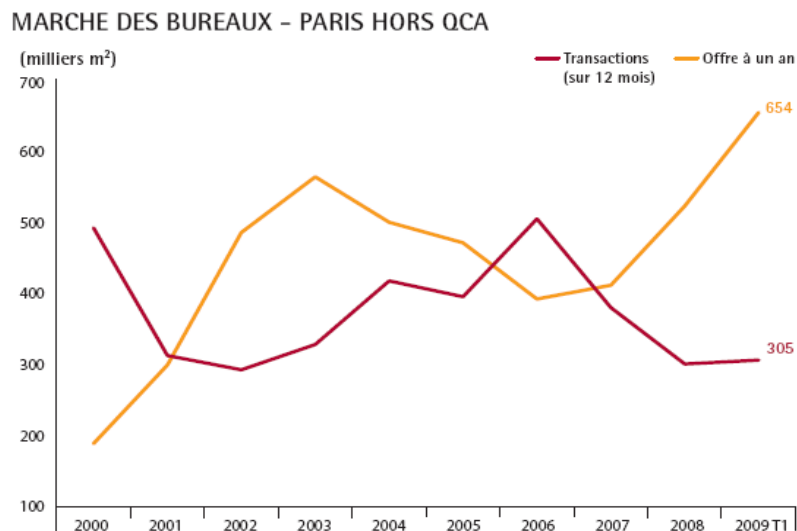
En un an, un renversement de tendance s'est donc opéré dans le coeur de marché parisien. Après avoir connu une situation de sous offre en 2006 et en 2007, Paris QCA voit son offre progresser très fortement. Si l'offre d'actifs restructurés a enregistré une hausse de 10 %, les surfaces de seconde main ont progressé de 88 % en un an.

Aucune transaction supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>, ni aucune transaction « prime » (dont le loyer facial le plus élevé, pour un produit de taille standard par rapport à la demande dans le secteur de marché, d'excellente qualité et offrant les meilleures prestations, dans la meilleure localisation pour un marché donné) n'a été enregistrée au cours du 1er trimestre dans le secteur de Paris QCA. Même si une légère baisse de loyer a été constatée depuis quelques mois, le marché de Paris QCA fait preuve d'un certain blocage. D'une part, le niveau élevé des loyers et les fortes incertitudes économiques pèsent sur les décisions des preneurs. D'autre part, les propriétaires ne sont pas encore prêts à diminuer significativement les loyers afin de ne pas affecter leur rentabilité théorique.

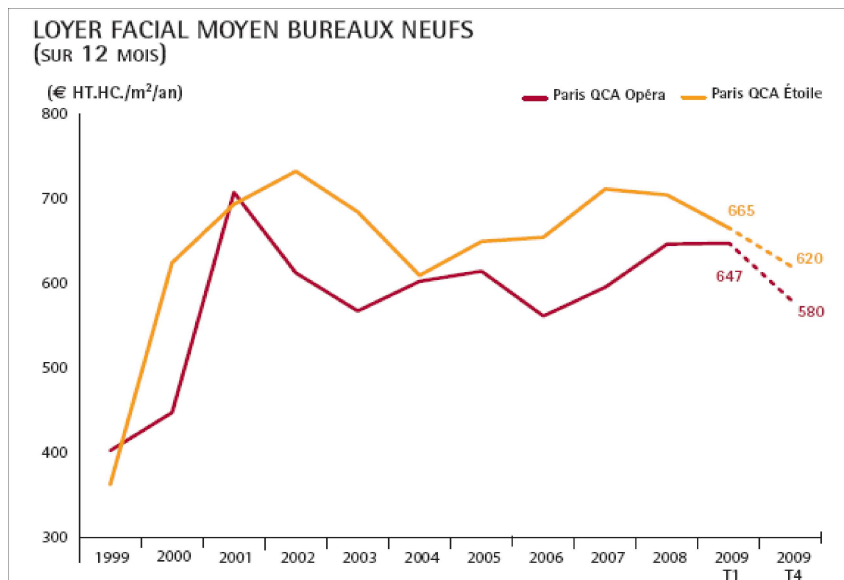
Au cours des prochains mois, l'offre à un an devrait poursuivre sa progression dans le secteur de Paris QCA. Si les livraisons d'actifs resteront faibles, les libérations devraient quant à elles demeurer importantes. L'offre à un an pourrait dépasser la barre des 700 000 m<sup>2</sup> fin 2009 contre 524 000 m<sup>2</sup> actuellement. Le volume des transactions devrait quant à lui être compris entre 170 000 m<sup>2</sup> et 220 000 m<sup>2</sup>. Dans ce cadre, la baisse des loyers semble inévitable, elle pourrait atteindre -20 %. Seul un réajustement des loyers faciaux permettra de fluidifier le marché en 2009 et 2010.



Avec 74 000 m<sup>2</sup> commercialisés au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009, Paris hors QCA reste l'un des rares secteurs à afficher une augmentation par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Cependant, ce résultat se traduit par un recul des petites et moyennes surfaces (-24 %), qui restent plus sensibles à la conjoncture économique, alors que le marché des grandes surfaces est soutenu. Ces opérations restent cependant motivées par les politiques de regroupement et rationalisation. L'offre à un an enregistre quant à elle une progression significative : + 17 % au 1<sup>er</sup> trimestre et + 53 % en un an. Au-delà du dynamisme des livraisons, les libérations sont particulièrement importantes. Au cours des trois premiers mois de l'année l'offre à un an de seconde main a progressé de 36 %.



Malgré un léger rebond au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, lié au dynamisme des grandes transactions, une contraction des volumes de commercialisation devrait s'opérer au cours de l'année 2009 dans le secteur de Paris hors QCA. Le repli reposera plus particulièrement sur le créneau des petites et moyennes surfaces, qui restent plus sensibles à la conjoncture économique. Les livraisons resteront quant à elles importantes : 88 000 m<sup>2</sup> de bureaux neufs ou restructurés seront livrés d'ici fin 2009. Dans ces conditions, les loyers devraient afficher une baisse importante.



### Les investissements en bureaux

Seulement 287 millions d'euros ont été placés, soit une diminution de plus de 80 % par rapport au 4ème trimestre 2008 en Île-de-France.

L'absence de grandes transactions a pesé sur les volumes globaux. En ce début d'année, seules trois transactions de plus de 40 millions d'euros ont été enregistrées, dont aucune supérieure à 100 millions. Le financement des grandes opérations est difficile, pour ne pas dire impossible, dans la mesure où les banques ne consentent pas, ou très rarement, à des prêts de plus de 40 millions d'euros.

Les acteurs disposant de fonds propres ont été, encore une fois, les plus actifs. Le marché a été animé par les assurances-vie, SCPI et foncières françaises ainsi que par les fonds spéciaux allemands. Grâce à l'activité de ces acteurs, auxquels il faut rajouter quelques investisseurs privés, le segment de marché des petites et moyennes transactions inférieures à 40 millions d'euros, est le seul à être resté dynamique au 1er trimestre 2009.

Les revenus locatifs sont en passe d'être érodés par la baisse des loyers de marché, mais aussi par les renégociations de baux de plus en plus fréquentes imposées par les locataires. De plus, la hausse substantielle des stocks d'offre augmente le risque de vacance.

Le retournement du marché locatif incite les investisseurs à sécuriser leurs actifs et, dans leur stratégie d'achat, à se concentrer exclusivement sur des actifs loués et bien situés. D'où un certain regain d'attrait pour des placements dans Paris et le Croissant Ouest.

### Un repli généralisé en Europe

Pour le sixième trimestre consécutif, l'indice européen des transactions subit un nouveau repli (-7 %). Depuis le début de la crise financière, l'indice totalise un recul de -30 %. Tous les marchés européens sont en baisse par rapport aux résultats du premier trimestre 2008, notamment Barcelone (-68 %), Madrid (-65 %) et Bruxelles (-60 %). "Central Paris" (Île-de-France sans la 2ème Couronne) affiche un recul de -16 %. Le marché de "Central London" continue sa baisse, notamment dans les quartiers de la City et des Docklands. Les grandes transactions sont devenues rarissimes. Ceci n'est pas le cas de Francfort où grâce à une transaction exceptionnelle de 72 000 m<sup>2</sup>, les commercialisations sont en hausse ; un cas unique en Europe. Les autres marchés allemands qui semblaient mieux résister à la crise en 2008 sont en repli, notamment Munich qui recule de -46 %. Tous les marchés souffrent de la récession économique qui touche tous les pays, sans exception.

L'indice européen des loyers "prime" chute de -11 %, la diminution la plus importante de ces quatre dernières années. Une caractéristique de la période actuelle est le rôle précurseur du marché londonien. En effet, au troisième trimestre 2008 la capitale britannique avait enregistré la première baisse de loyer "prime" en Europe. Les autres villes européennes n'ont vu leur loyer "prime" diminuer qu'au premier trimestre 2009. Seules Cologne et Thames Valley ne se sont pas encore engagées dans cette voie.

Les loyers de Londres ont perdu en un an -29 % de leur valeur. Les loyers "prime" ont accusé un repli de -15 % à Bucarest, de -13 % à Paris et de -12 % à Lyon. Dans les autres villes, les baisses ont été de l'ordre de -5 % en moyenne. Les loyers "prime" entament ainsi une baisse généralisée dans toute l'Europe pour tenter de concilier l'offre et la demande. En effet, les transactions baissent et l'offre remonte de manière généralisée dans presque tous les secteurs de marché. Les mises en chantier ont ralenti et les promoteurs limitent l'arrivée de nouveaux produits sur les marchés pour éviter de faire remonter trop rapidement l'offre neuve.

En Europe, le marché des utilisateurs se tient mieux que le marché de l'investissement notamment grâce aux recherches d'économies qui poussent les utilisateurs à déménager. Toutefois, la contraction de l'activité devrait se poursuivre tout au long de l'année 2009 et au début de l'année prochaine à cause de la réduction de l'activité économique.

## L'immobilier d'habitation en Île-de-France et à Paris

Source : Chambre des Notaires de Paris - Île-de-France

Les chiffres constatés dans les offices d'Île-de-France en termes de nombre de transactions au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009 ne font que refléter la très importante et brutale décreue de l'activité immobilière de l'automne et du début de l'hiver. La baisse du nombre de ventes de logements est supérieure à 40 % par rapport à l'an passé en Île-de-France (22 980 ventes au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 contre 39 580 ventes au 1<sup>er</sup> trimestre 2008). Ce mouvement se vérifie, même si c'est à des degrés légèrement différents, sur le neuf comme sur l'ancien, tant pour les appartements que pour les maisons, à Paris comme en Petite ou en Grande Couronne.

### Une baisse contrastée des prix

Le 1<sup>er</sup> trimestre 2009 a enregistré sur les prix les conséquences de la contraction de l'activité immobilière. Tous les secteurs du marché, que ce soit à Paris, en Île-de-France, en proche ou en grande Couronne, sont aujourd'hui concernés par la baisse des prix.

C'est ainsi qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, les indices Notaires-INSEE ont baissé à Paris en rythme annuel pour la première fois depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 1998. Le niveau de cette baisse reste néanmoins contenu (-1 % en rythme annuel et -2,1 % pour le seul 1<sup>er</sup> trimestre 2009). En revanche, la baisse des prix est plus forte en Grande Couronne où elle dépasse 8 %. La Petite Couronne se situe dans une situation intermédiaire avec un recul de 5 %.

Le prix des maisons en Île-de-France (-8,8 % sur un an) diminue sensiblement plus que celui des appartements (-2,9 % en rythme annuel). Il faut néanmoins constater le caractère particulièrement restreint du marché actuel sur les maisons familiales, et d'une manière générale le caractère très sélectif du marché. La baisse des prix est peu prononcée sur les logements de qualité bien placés, elle est plus franche autrement.

### Des facteurs contradictoires d'évolution

S'agissant des prix, les vendeurs sont aujourd'hui réticents à accepter une forte baisse des prix et préfèrent retirer leurs biens du marché. Pourtant, il est clair que les prix constatés dans les actes de ventes marquent désormais souvent un décrochement mais pas un effondrement par rapport au niveau atteint en 2008, qui constituait un sommet historique.

### Les volumes

Les volumes présentés correspondent aux logements vendus libres, de gré à gré et en pleine propriété.

### **Les appartements anciens : -40,9 % de ventes au 1er trimestre 2009 par rapport au 1er trimestre 2008 en Île-de-France**

	TI 2009 / TI 2008
Paris	-38,7%
Petite Couronne	-41,8%
Hauts-de-Seine	-41,2%
Seine-Saint-Denis	-43,1%
Val-de-Marne	-41,7%
Grande Couronne	-41,9%
Seine-et-Marne	-43,5%
Yvelines	-43,4%
Essonne	-41,4%
Val-d'Oise	-38,7%
Île-de-France	-40,9%

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, les ventes d'appartements anciens enregistrées en Île-de-France ont chuté de 40,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Avec 14 810 transactions au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, contre 25 040 un an plus tôt, le marché francilien des appartements anciens retrouve son niveau d'activité de 1997 (14 500 ventes). En outre, au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, la capitale concentre 32 % des ventes d'appartements anciens de la région, contre 40 % 10 ans plus tôt.

### Les appartements neufs : -46,1% de ventes au 1er trimestre 2009 par rapport au 1er trimestre 2008

	T1 2009 / T1 2008
Paris	-66,9%
Petite Couronne	-46,7%
Hauts-de-Seine	-55,7%
Seine-Saint-Denis	-41,8%
Val-de-Marne	-39,2%
Grande Couronne	-43,7%
Seine-et-Marne	-54,4%
Yvelines	-32,0%
Essonne	-40,5%
Val-d'Oise	-39,1%
Ile-de-France	-46,1%

Les ventes d'appartements neufs enregistrées en Île-de-France ont chuté de 46,1 % du 1er trimestre 2008 (4 090) au 1er trimestre 2009 (2 200). Cette baisse affecte tous les départements, notamment Paris (-66,9 %). Il n'a jamais été observé un nombre de ventes inférieur depuis 1996, date à partir de laquelle la base BIEN couvre l'ensemble de l'Île-de-France. La Grande Couronne qui enregistrait 10 ans plus tôt deux fois moins de ventes d'appartements neufs que la Petite Couronne, rejoint l'activité de celle-ci (environ 1 000 ventes au 1er trimestre 2009).

### Les prix

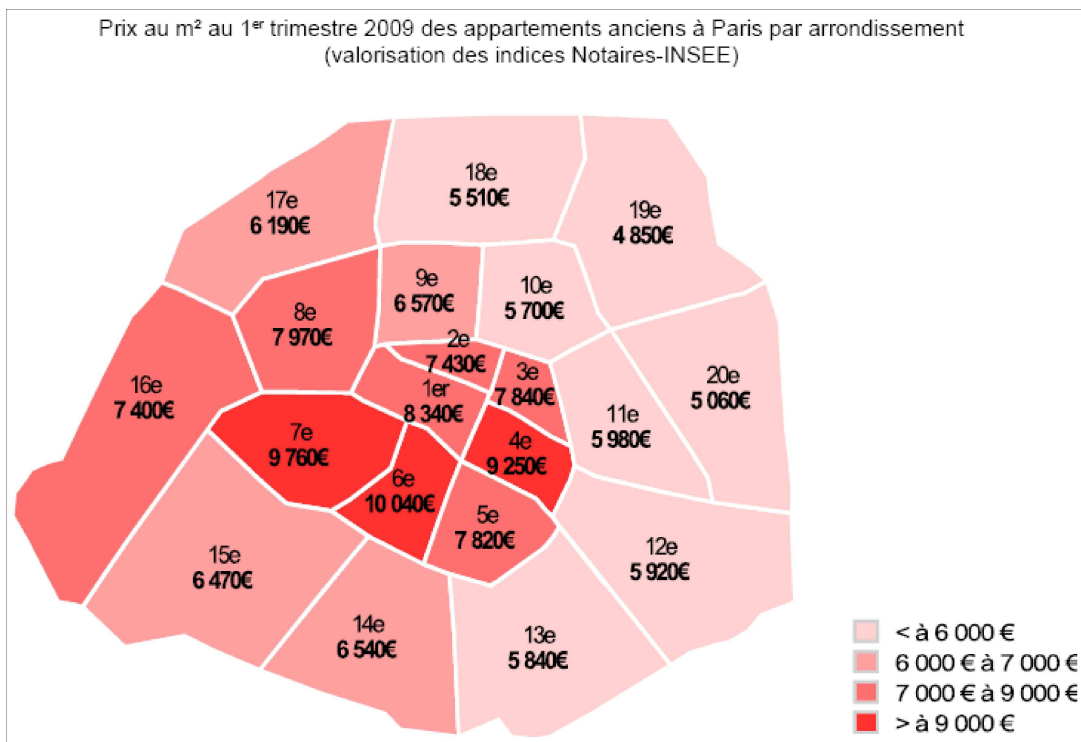
#### Les prix des appartements anciens à Paris

	Paris				
	T1 2008	T2 2008	T3 2008	T4 2008	T1 2009
Indice Notaires-INSEE	215,9	220,9	223,1	218,3	213,8
Prix au m <sup>2</sup> (valorisation indice)	6 430 €	6 570 €	6 640 €	6 500 €	6 360 €
Variation annuelle	9,4%	10,0%	7,2%	2,2%	-1,0%
Variation trimestrielle	1,1%	2,3%	1,0%	-2,1%	-2,1%

Au 1er trimestre 2009, le prix au m<sup>2</sup> des appartements anciens à Paris atteint 6 360 € (prix sous-jacent aux indices Notaires-INSEE).

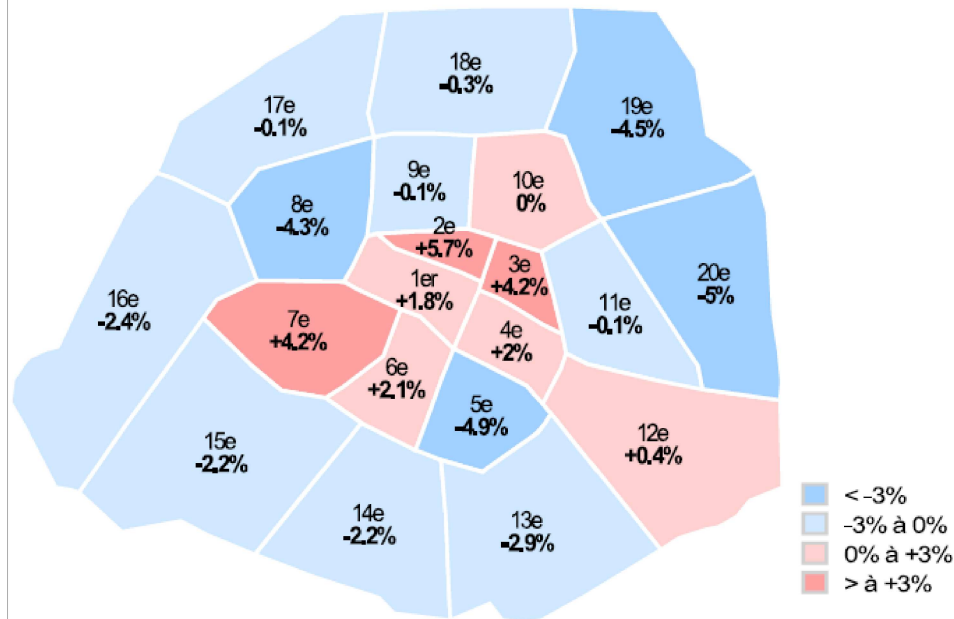
L'arrondissement le plus cher reste le 6<sup>ème</sup> à 10 040 €/m<sup>2</sup>, suivi du 7<sup>ème</sup> (9 760 €/m<sup>2</sup>) et du 4<sup>ème</sup> (9 250 €/m<sup>2</sup>). A l'opposé, l'arrondissement le moins cher demeure le 19<sup>ème</sup> à 4 850 €/m<sup>2</sup>, suivi du 20<sup>ème</sup> (5 060 €/m<sup>2</sup>) et du 18<sup>ème</sup> (5 510 €/m<sup>2</sup>).

La variation annuelle des prix qui s'élevait à Paris à +9,4 % au 1er trimestre 2008 se situe à -1,0 % au 1er trimestre 2009. Pour la première fois depuis 1998, on constate une légère baisse des prix. Cette baisse concerne 12 arrondissements sur 20. Parmi ceux qui résistent le mieux on retrouve les 3 arrondissements les plus chers, ainsi que le 3<sup>ème</sup> arrondissement (+4,2 % sur un an) et le 2<sup>ème</sup> (+5,7 %). A l'opposé, parmi les arrondissements enregistrant une baisse des prix, figurent les arrondissements les plus abordables, dont le 19<sup>ème</sup> (-4,5 % sur un an) et le 20<sup>ème</sup> (-5,0 %).





Evolution sur un an des prix au m<sup>2</sup> des appartements anciens à Paris par arrondissement (valorisation des indices Notaires-INSEE)



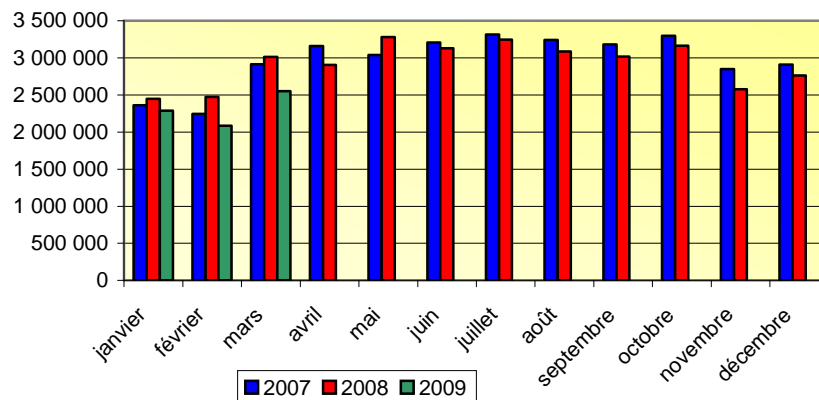
## Le tourisme à Paris

Sources : OTCP - INSEE

### Les nuitées hôtelières (INSEE)

Le nombre des nuitées hôtelières aux mois de février et mars 2009 s'est maintenu en net repli comparativement aux mêmes périodes un an auparavant, avec respectivement -15,6 % et -15,3 %.

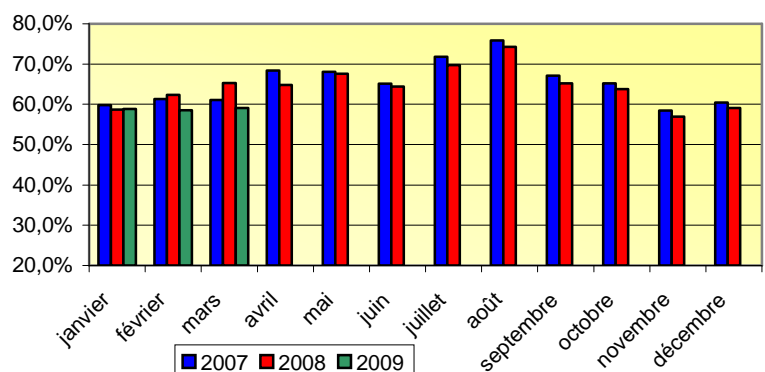
Le cumul des nuitées hôtelières sur le premier trimestre 2009 est inférieur de -12,7 % au premier trimestre 2008, soit 6 928 375 nuitées contre 7 935 235.

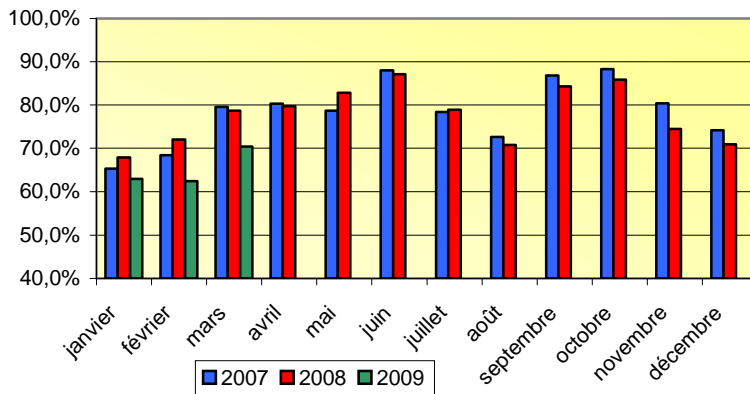


### La part de la clientèle étrangère dans les nuitées hôtelières (INSEE)

Au mois de mars 2009, la part des nuitées étrangères s'établit à 59,1 %.

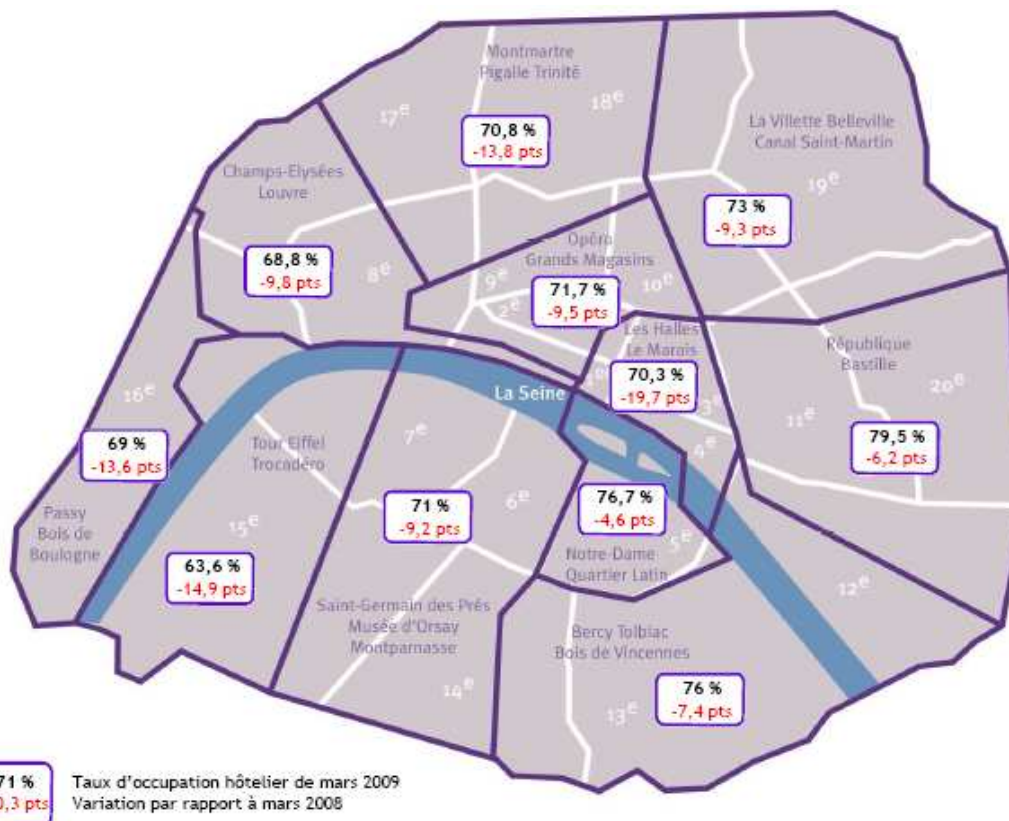
Après un mois de janvier 2009 très légèrement supérieur à janvier 2008, la part de la clientèle étrangère dans les nuitées hôtelières sur les mois de février et mars est en baisse par rapport aux mêmes périodes 2008 (respectivement -3,8 % et -6,2 %).



**Le taux d'occupation moyen de l'hôtellerie homologuée parisienne (INSEE)**

Au mois de mars 2009, le taux d'occupation moyen de l'hôtellerie homologuée parisienne toutes catégories confondues est de 70,4 % (-8,3 % par rapport à mars 2008).

Le premier trimestre 2009 a présenté des taux d'occupation en baisse sensible par rapport au premier trimestre 2008 (-5,0 % en janvier et -9,6 % en février 2009).

**Les taux d'occupation hôteliers par zone touristique en mars 2009 (OTCP-MKG Hospitality)**

Le taux d'occupation moyen s'est établi à 71 % en mars 2009, soit 10,3 points de moins qu'en mars 2008.

Les taux d'occupation de l'ensemble des zones touristiques sont en baisse en mars 2009 par rapport à mars 2008 : de -4,6 % pour la zone Notre-Dame/Quartier Latin à -14,9 % pour la zone Tour Eiffel/Trocadéro.

**La fréquentation culturelle (OTCP-Musées et monuments)**

En terme de fréquentation culturelle des principaux sites parisiens et hors édifices religieux, le mois de mars 2009 a présenté une baisse de 17,5 % par rapport à mars 2008.

Principaux sites	Mars 2006	Mars 2008	Mars 2009	Var. mars 09/08
Tour Eiffel	437 205	585 891	458 512	-21,7 %
Centre Pompidou	519 445	515 142	457 298	-11,2 %
Cité des Sciences	300 000	300 000	221 000	-26,3 %
Musée d'Orsay	312 456	277 149	232 062	-16,3 %
Arc de Triomphe	84 383	142 120	106 421	-25,1 %
Musée du Quai Branly	Ouvert le 23/06/06	97 123	106 588	+9,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 653 489</b>	<b>1 917 425</b>	<b>1 581 881</b>	<b>-17,5 %</b>

## Le transport aérien

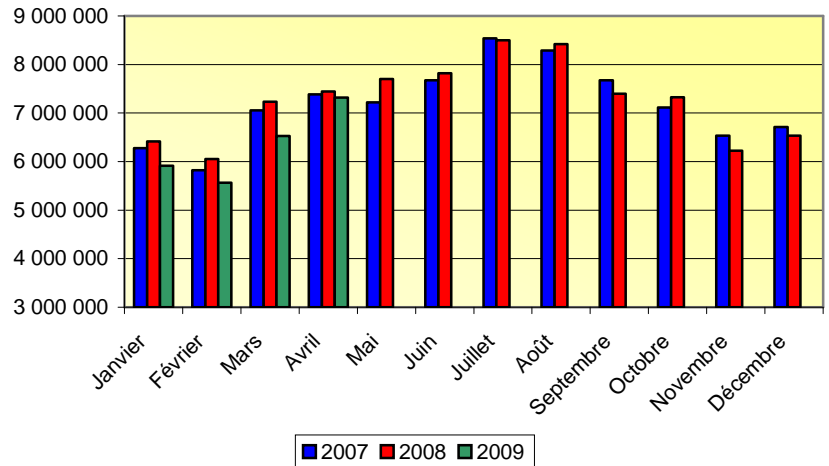
Source : ADP

### Le trafic passagers

Le nombre des passagers dans les aéroports parisiens au mois d'avril 2009 a baissé de 1,6 % par rapport à avril 2008. Le trafic domestique décroît de 3,7 %, les moyen et long courriers ont diminué respectivement de 0,1 % et 2,9 %.

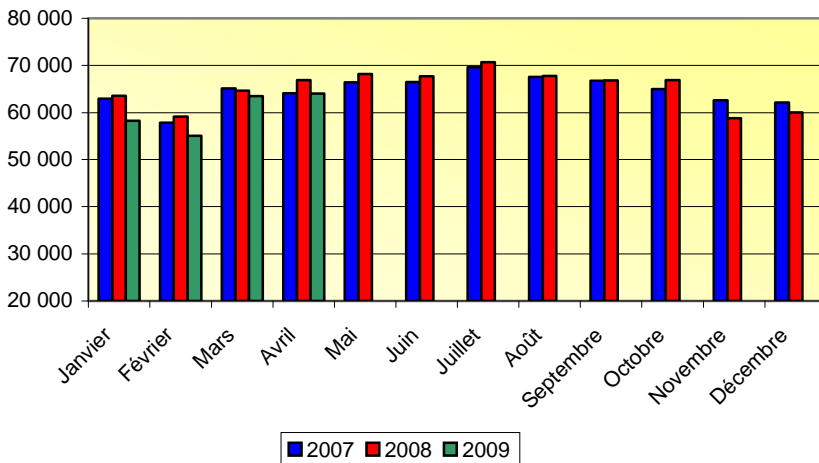
Le trafic cumulé 2009 régresse de 6,5 % par rapport à 2008 : domestique, -7,3 % ; moyen courrier, -6,7 % et long courrier, -5,8 %.

Nombre de passagers (Charles de Gaulle—Orly)



### Les mouvements commerciaux

Nombre de mouvements (Charles de Gaulle—Orly)



Les mouvements commerciaux de fret ont diminué de 4,3 % en avril 2009 par rapport à avril 2008. Les mouvements domestiques décroissent de 2,6 %, les mouvements internationaux Union Européenne baissent de 6,6 % et ceux hors U.E. de 1,7 %.

En avril 2009, le trafic cumulé du nombre de mouvements commerciaux a baissé de 5,3 % par rapport à 2008 : en décroissance de 3,8 % sur le faisceau domestique, de 7,5 % sur l'U.E. et de 2,8 % sur le faisceau autres mouvements internationaux (hors U.E.).

## L'indice de dynamisme économique

Source : Cofacering

	2006	2007	2008	12 mois glissants (comptage à fin février 2009)
Paris	1,79	1,73	1,85	1,80
Ile-de-France	1,61	1,64	1,71	1,69
France	1,49	1,55	1,45	1,43

L'indice de dynamisme économique correspond au rapport Créations/Défaillances+Cessations. Cela peut se traduire par « pour 1 entreprise qui disparaît, 1,79 nouvelle entreprise se crée » (exemple pour Paris, 2006).



L'indice de dynamisme économique à Paris a légèrement baissé de 2006 à 2007 (-0,06 point) avant de connaître une hausse de +0,12 point en 2008. Sur une année glissante à février 2009, l'indice de dynamisme parisien est de 1,80.

L'indice de dynamisme économique francilien est en hausse de 2006 à 2008, de façon plus marquée entre 2007 et 2008 (+0,07 point). Sur une année glissante à février 2009, l'indice de dynamisme en Île-de-France s'établit à 1,69.

Après une augmentation de 2006 à 2007 (+0,06 point), l'indice de dynamisme économique de la France a connu un repli en 2008 (-0,1 point). Sur une année glissante à février 2009, l'indice de dynamisme en France s'établit à 1,43.

Réalisation :  
Mission études et statistiques  
Direction du développement  
économique et de l'emploi

Tél. : 01 71 19 20 34

*Périodicité des données :*  
*Chômage : données mensuelles.*  
*Entreprises : données mensuelles et trimestrielles.*  
*Immobilier de bureau : données trimestrielles.*  
*Immobilier d'habitation : données semestrielles.*  
*Tourisme : données mensuelles.*  
*Transport aérien : données mensuelles.*